





L'orateur monte ensuite les inconvénients bien énoncés par l'impôt sur les matières premières. Il affirme que l'élévation de frais qui en résulterait serait mortelle pour notre industrie d'exportation. A l'appui de son assertion, il monte les progrès réalisés par l'industrie étrangère qui déjà nous rend la tâche difficile pour un grand nombre d'articles du monopole. « Sans doute il ne faut pas s'alarmer outre mesure de cette situation, mais il faut en tenir compte et se garder d'entraveurs dangereux. »

Après le discours de M. Tirard, la discussion générale est close, et l'Assemblée décide qu'elle passe à la discussion des articles.

C'est à propos de l'article 1er que M. Casimir Périer monte à la tribune pour son amendement contre-projet, qui est le plus important, le plus soutenu, qui pourrait bien se substituer à la loi, et dont voici le texte :

#### Art. 1er.

« A partir du 1er janvier 1873, un droit de 3 p. c. sera perçu au profit du trésor sur les bénéfices nets de la banque, du commerce et de l'industrie, autres que ceux auxquels s'appliquent les paragraphes 4 et 2 de l'article 1er de la loi du 29 juin 1872. »

« Les bénéfices nets soumis à la taxe s'établissent par la déclaration des contribuables, déduction faite des dettes et charges. »

« Un règlement d'administration publique déterminera les charges à déduire, les formes de la déclaration et le mode de la perception. »

« Toute fausse déclaration sera punie d'une amende qui ne pourra être inférieure à la somme soustraite au Trésor, ni supérieure au triple de cette somme. »

#### Art. 2.

« Pour les offices ministériels et professions non industrielles ou commerciales soumises à la patente, la taxe sera perçue au moyen du doublement de la patente. »

Selon M. Casimir Périer, il faut imposer tous les revenus, car si on ne les impose pas tous, l'impôt devient injuste : Ainsi, vous avez imposé les valeurs mobilières et telle société d'ouvriers voit ses actions imposées, tandis que tel gros entrepreneur qui fait d'énormes bénéfices échappe à l'impôt.

Le projet de M. Casimir Périer, comme vous voyez, reproduit les dispositions du rapport de la commission du budget de 1871 dont il était l'auteur; mais comme ce rapport avait été déposé en commission, vous comprendrez que les dispositions qu'il proposait avaient une valeur particulière et supérieure en tous cas, aux dispositions proposées par les députés individuellement.

C'est parce qu'on comprend l'importance des développements que M. Casimir Périer va donner à son amendement qu'on demande, au bout de cinq heures trente-cinq minutes, la remise de la discussion à M. Casimir Périer.

P. S. — 7 h. 1/2 soir. — La commission chargée d'examiner le traité avec la Prusse se sépare à l'instigation de M. Broglie, rapporteur, à la sonnerie; comme je vous l'annonçais hier, on n'a pas écrit pour le grand jour de la tribune tout ce qu'on dit tout bas. Le rapport ne contient pas un mot de blâme et conduit à l'adoption du traité.

Il sera vraisemblablement déposé demain à l'ouverture de la séance.

Dans son numéro du 5, le Journal officiel publie la note suivante :

« Les départements de l'Est, vers lesquels vont refluer les troupes allemandes qui doivent évacuer la Marne et la Haute-Marne, ont conçu des craintes pour l'accomplissement des charges qui pourraient peser sur eux. Le gouvernement a déjà songé à y pourvoir, et le lendemain même de la signature du traité, des ordres ont été donnés pour le baraquement des troupes allemandes qui seront réparties dans les départements que leur situation géographique condamne à être évacués. Les autorités françaises ont communiqué avec les autorités allemandes pour s'entendre sur le mode de retraite des troupes d'occupation, et sur les emplacements où elles devront résider pendant la dernière partie de leur séjour en France. »

« Les soldats ne seront nullement logés chez l'habitant, et l'on s'appliquera partout à alléger, comme on l'avait déjà fait, le fardeau de l'occupation. Le gouvernement d'ailleurs s'efforcera d'abréger le plus possible le séjour des troupes étrangères, et de leur faire subir les moins mauvaises conditions financières que le traité autorise. »

On lit dans le Journal des Débats :

« La commission qui s'occupe du projet de loi portant ratification de la convention passée avec l'Allemagne a tenu aujourd'hui deux longues séances. C'est matin, le ministre des finances est venu à l'Assemblée, et le ministre des finances ont pris part aux travaux de la commission. En réponse à des questions qui leur ont été posées, ils ont expliqué que si le traité de Francfort avait été ratifié, l'évacuation de la totalité de nos engagements financiers du 21 mars 1871, il pouvait arriver que des circonstances financières imprévues rendissent difficile l'acquittement d'une dette de 2 milliards 500 millions à cette époque. Il se pourrait que le jour de verser en totalité une somme pareille à jour fixe. »

« Les notabilités financières, et notamment les régents de la Banque, ont fait à ce sujet des déclarations formelles. Le gouvernement français s'est rendu dans la dernière séance de la commission, et a fait connaître qu'il ne pouvait pas conclure le traité actuel, qui en définitive donne à la France du temps pour se libérer et lui permet de payer par acomptes. Afin d'appuyer ses observations, M. le ministre des finances a communiqué à la commission divers pièces diplomatiques très-importantes, relatives aux négociations qui ont précédé la convention du 29 juin. »

« Quelques commissaires se sont plaints des inconvénients qui pouvaient résulter de la concentration des troupes allemandes dans les quatre départements, c'est-à-dire que se produirait en dernier lieu dans deux départements seulement. Ils ont également critiqué la durée de neutralité que leur imposait l'article 7 de la convention, en vertu de laquelle la France ne pourra élever de fortifications nouvelles ou agrandir les fortifications déjà existantes, jusqu'à la complète évacuation du territoire français, dans les départements qui sont occupés. »

« En ce qui concerne le corps d'occupation, M. de Rémusat a déclaré que le gouvernement français s'était efforcé d'obtenir que la réduction de l'effectif du corps d'occupation suivit proportionnellement la diminution de l'étendue des territoires occupés. L'Allemagne s'est refusée à accepter ces arrangements, et prétend qu'elle ne pourrait se maintenir sur notre territoire avec un effectif qui, à un moment donné, se trouverait réduit à 50,000 hommes. Il a été admis toutefois qu'un fait de cette nature ne saurait être le résultat d'une réduction, et que la diminution des frais d'entretien suivrait celle du nombre des troupes. »

« Après avoir entendu le ministre des finances, la séance a été suspendue à onze heures et demie. »

« La commission s'est réunie de nouveau à une heure et demie. M. le président de la république, qui venait de prendre part aux travaux de la commission chargée d'examiner les recours en grâce, s'est rendu, accompagné de M. de Rémusat, à la commission de la convention. »

« M. Thiers, s'appuyant sur les pièces diplomatiques communiquées le matin par M. de Rémusat aux commissaires, a fait ressortir la nécessité et les avantages relatifs du traité de Francfort, et en a tiré cette conséquence que l'Allemagne, au lendemain de sa victoire, nous avait imposé des conditions fort mal définies, mais qu'il nous était impossible de ne point accepter. »

« M. le président de la république s'est principalement attaché à démontrer que ce traité de Francfort n'était en réalité qu'une trêve, tandis que la convention du 29 juin, dont on sollicite la ratification, est un véritable traité de paix dans lequel on a tout prévu et tout réglé. »

« Après le départ de M. Thiers et de M. de Rémusat, les commissaires ont longuement et très-vivement discuté, sous les termes de la rédaction du rapport. Le principal motif de cette discussion était de savoir si le rapport contenait une phrase approuvant et autorisant à la fois le traité ou bien si le rapport devait se borner à déclarer que la commission « autorise » purement et simplement cette convention. »

« On a remis à demain matin la nomination du rapporteur. M. Bonaparte était présent aujourd'hui, mais un autre commissaire, M. de Clerc, avait été obligé de s'absenter. Trois noms sont mis en avant pour la nomination du rapporteur : ce sont ceux de M. Schœlcher, le duc de Broglie et le comte Duchâtel. »

« La commission chargée d'examiner les actes du gouvernement de la défense nationale s'est occupée aujourd'hui de la demande faite par le général de Cissey, au commencement des séances du 1er février, et avait pour objet de révoquer la communication des pièces concernant les faits qui, sous le nom de Metz, la commission avait été avis qu'il n'existait aucun motif plausible pour refuser de communiquer les pièces produites à l'appui de la demande. Mais la liste des témoins entendus, dans les dépositions qu'elle a recueillies sur cette affaire, elle hésite encore à en accorder la communication. Toutefois elle ne prendra aucune détermination sur ces divers points que, réuni, après avoir entendu M. le ministre de la guerre. »

« Une sous-commission, composée de MM. Calbet, de La Sicotière et Boreau-Lajoinie, a de reste été désignée pour examiner si l'on doit, comme on le propose, révoquer la communication des pièces de guerre, et qui sont destinées à être transmises au général chargé d'instruire le procès du maréchal Bazaine. »

« Une discussion s'est élevée à la dernière séance sur le point de savoir si le rapport de M. le comte Daru qualifierait la journée du 4 septembre d'insurrection ou de révolution. A ce sujet, quelques observations ayant été échangées entre des membres de la commission et M. le comte Daru : ce dernier a dit qu'il était chargé de rédiger le rapport. A la suite des démarches faites auprès de lui, M. Daru est revenu sur sa détermination. Seulement, afin d'éviter les discussions auxquelles a donné lieu la lecture de son travail dans le sein de la commission, il a annoncé qu'il communiquerait préalablement son rapport à M. Saint-Marcel-Girardin. »

« De son côté, M. Saint-Marcel-Girardin a annoncé qu'avant de lire à la commission le rapport qu'il est chargé de faire sous le 4 septembre, il le communiquerait à M. le comte Daru. »

« M. de Raimonne vient d'être chargé par la commission du 4 septembre de rédiger un rapport spécial sur les effets de la convention d'armistice par rapport à l'armée de l'Est. »

« Un déplorable événement est arrivé dans le Doubs : Deux groupes de douaniers, à la recherche de contrebandiers, se sont rencontrés la nuit à Arc-sur-Curon et se sont pris réciproquement pour des contrebandiers. »

« Qui vive ! » a crié l'une des embuscades. Point de réponse. »

« Les douaniers ont répondu en tirant à ce cri réitéré. Alors on arme les fusils de chaque côté, et le feu commence. »

« Presque aussitôt, le sous-brigadier Bully est atteint d'une balle. En tombant pour ne plus se relever, ce malheureux crie à ses camarades : « Je suis atteint mortellement. »

« Les douaniers reconnaissent, trop tard, leur erreur funeste. »

« La justice s'est rendue à Arc-sur-Curon pour procéder à une information. (Constitutionnel.) »

« La cour d'assises du Loiret vient de juger un cas d'empoisonnement d'un mari par sa femme. Mardi 16 avril 1872, Désiré Bressy se rendit vers cinq heures du matin dans une vigne où il travaillait seul jusqu'à midi. Il avait emporté une bouteille de boisson, « dite rapé », qu'il déposa dans un sillon, cachée sous la terre. »

« A dix heures, il se rendit à la vigne, et au moment de son départ, il plaça sa bouteille encore pleine à moitié dans un antre d'arbre de la vigne; puis il se rendit chez lui. »

« A trois heures de l'après-midi, il revint travailler dans la même vigne, et, dès son arrivée, il prit sa bouteille pour boire. Il ne but qu'une gorgée, et il se sentit brûlé jusqu'au fond de l'estomac. Il s'aperçut alors qu'on avait, en son absence, vidé la bouteille, et qu'il avait rempli d'un liquide bleu verdâtre, qui devait être du poison. »

« A la recherche de l'auteur de ce crime, la justice fut informée par le sieur Sagnet que, le 16 avril, vers deux heures, il avait vu, dans la vigne où Désiré Bressy avait laissé sa bouteille, une femme, qui lui avait paru être la femme de Bressy, traversant cette vigne dans l'attitude d'une personne qui cherche quelque chose. Quelques instants plus tard, continuant à labourer un champ voisin, il avait vu la même femme arrêtée près d'un buisson sur le bord du chemin, regardant de tous côtés, comme si elle craignait d'être vue. »

« La femme Bressy a eu pour but, en essayant de donner la mort à son mari, de se livrer plus aisément à sa passion pour un jeune homme, son cousin, avec lequel elle entretenait une liaison qu'elle vivait dans la plus grande intimité. »

« Elle a été condamnée à six ans de réclusion. »

« Depuis quelque temps les habitants de Saint-Léger-aux-Bois (Jura) s'étaient aperçus de la disparition du sieur Adolphe Pollet, propriétaire. Les gendarmes ayant eu, le 29 juin dernier, connaissance de cette disparition, se rendirent à la recherche de ce propriétaire, mais pas d'habitants, ils appelaient, et une voix leur répondit : »

« Ouvrez la porte, elle est enfermée. »

« En effet, la porte était fermée au dehors au moyen de deux crochets; ils l'ouvrirent et se trouvèrent en face de Pollet vêtu d'une chemise et d'une blouse seulement. »

« Ce malheureux était enfermé dans cette chambre depuis le 12 juin. On lui apportait à manger par un trou, et il était obligé de jeter ses excréments par ce même trou et avec la main; il n'avait aucun ustensile. »

« La femme Pollet interrogée, dit le Journal de Neuchâtel, prétend que de concert avec son beau-père, Amédée Brunet, demeurant aux Ventes-Mélangères, commune de Culoz-Sainte-Beuve, elle a enfermé son mari pour l'empêcher de dissiper sa fortune. »

« Cette femme, qui n'a que vingt-sept ans, a quatre enfants. »

« On lit dans l'Echo du Nord du 5 : »

« Le courrier n° 46 distribué ce matin qu'à neuf heures et demie; voici l'explication de ce retard : deux trains de marchandises se sont heurtés hier soir près la gare d'Albert, plusieurs wagons ont été brisés et renversés sur la voie. Le train de Paris, qui doit arriver à 2 h. 30 à Lille, a été arrêté, et ne pourra partir qu'après que l'on aura pu être suffisamment blayé pour lui livrer passage. D'après les renseignements qui nous sont parvenus, il n'y aurait pas eu de victimes. »

« On lit dans la Gazette des Tribunaux du 5 : »

« L'abbé Junqua et le sieur Peichez, récidivistes de la Tribune de Bordeaux, se sont vus des poursuites en cassation contre l'arrêt de la cour d'assises de la Gironde, du 9 juin dernier, qui les a condamnés, le premier à deux ans, et le second à un an de prison, pour outrage à la morale publique et religieuse. »

« On lit dans le Droit, du 5 : »

« La femme Caroline H., âgée de trente-trois ans, sans profession, habitant Breteuil (Oise), de passage à Paris, et demeurant dans un hôtel, rue Neuve-des-Petits-Champs, a pris, avant-hier, à trois heures de l'après-midi, la voiture de place conduisant par le boulevard P... et la gare jusqu'à onze heures trois quarts du soir, se faisant promener jour et nuit dans tous les quartiers de la capitale. »

« Elle avait fait accourir au cocher qu'elle allait toucher une somme importante et qu'elle lui donnerait un pourboire fabuleux, si bien que l'automédon, peu avisé, avait ses repas, qu'elle voulait bien cependant l'admettre à partager, et lui prêtait mille de l'argent. »

« Ce n'est qu'à huit heures et demie, trois heures que ses yeux se sont enfin dessillés et qu'il s'est senti à faire arrêter la voyageuse, qui eût voulu ainsi jusqu'à la fin du monde et dans le fait de laquelle il y a probablement un grain de folie. »

« Le nommé Baudouin (François-Joseph), condamné à la peine de mort par jugement du 3<sup>e</sup> conseil de guerre de la 1<sup>re</sup> division militaire, pour crime d'assassinat et pour crime d'incendie d'églises de l'Etat et d'autres bâtiments servant à l'habitation, a été exécuté le 5 au matin à Satory, ainsi que Rouille (Jean), condamné à la peine de mort par jugement du 14<sup>e</sup> conseil de guerre de la 1<sup>re</sup> division militaire, pour crime de meurtre suivi de vol. (Journal officiel.) »

« Un fait sans précédent dans les annales judiciaires s'est présenté à la cour de Cassation (Jura). La cour d'assises avait à statuer sur le fait de l'infanticide porté contre une jeune fille de vingt-cinq ans d'une grande beauté, la nommée Marie-Clémente Jouhaud. Le jury, après les débats, était revenu avec un verdict de culpabilité. »

« La majorité des voix. Mais comme il y avait eu vice de forme, la déclaration du jury n'ayant pas indiqué qu'il y avait eu deux écritures, l'un pour la culpabilité, l'autre pour la circonstance atténuante, le président a invité le jury à rentrer du nouveau dans la salle des délibérations. A peine cinq minutes étaient-elles écoulées que le jury est revenu, et à la stupefaction générale, a prononcé un verdict d'acquiescement. »

« Le tribunal correctionnel de la Seine (9<sup>e</sup> chambre), sous la présidence de M. Collin de Verdère, a jugé, le 4, à huis clos, le nommé Martenot, professeur, prévenu de faits nombreux aux termes de la loi sur la mendicité, qui ont fait au marquis de Sade une exécrable renommée. »

« Martenot, dit le Droit, qui prenait aussi le titre de docteur en médecine de la Faculté de Paris, était près de lui des enfants, de jeunes garçons, sous prétexte de leur donner des leçons. Il leur persuadait, il persuadait à leurs parents qu'il leur faisait une maladie dangereuse qui lui seul pouvait guérir. »

« Alors il gardait les enfants la nuit, leur faisait prendre des poudres narcotiques et se livrait sur eux, pendant leur sommeil, aux actes les plus infâmes. »

« Il se faisait remettre pour le traitement des prétendues maladies des sommes importantes et il commettait d'autres escroqueries et se faisait passer pour un homme appelé à une grande fortune, à une haute position, son frère d'armes, disait-il, duc de Bragança et devant être roi de Portugal. »

« M. l'avocat de la république Campenon soutient la prévention. Le tribunal ne saurait, dit-il, être jamais assez sévère pour des faits tels que ceux qui résultent des témoignages produits devant lui. »

« L'organe du ministère public déclare que si quelque chose est comparable à l'immoralité de Martenot, c'est l'indigne aveuglement des victimes et surtout de leurs parents, dont plusieurs ont retiré leurs enfants des mains d'éducateurs honnêtes, pour les livrer à un aventurier, logé à un sixième étage, pour abandonner à un charlatan éhonté la santé et la moralité des êtres qui devaient leur être le plus chers. »

« Le prévenu est condamné par défaut à cinq ans de prison et 50 francs d'amende. »

Bulletin de la bourse de Paris

6 juillet. — La bourse a ouvert aux plus bas cours d'aujourd'hui, les cours ont été très faibles, l'heure d'attente, les baissiers ont commencé les rachats, persuadés qu'ils n'avaient plus à compter sur une dépréciation plus forte. »

« Le mouvement de reprise a duré jusqu'à la clôture et les cours sont restés à peu près à leur niveau le plus élevé. »

« Le 3 p. c. de 83-50, a remonté à 83-85. »

« Le 5 p. c. de 84-85, en hausse de 45 c. sur le cours d'ouverture, qui n'était qu'à 84-85. »

« L'Italien est resté à 80-85, c'est-à-dire au-dessus d'un qu'on détache le coupon semestriel de 2 fr. 50; il reste à 66-45, ce qui équivaut, relativement au dernier cours d'hier, à 68-95. »

« Les valeurs de crédit sont assez faibles, mais elles ne remontent pas aussi vigoureusement que les fonds publics. »

« Le Crédit foncier oscille de 847-50 à 855; la Société générale se tient à 550; le Crédit mobilier fait 385 et le Crédit mobilier espagnol se traite de 407-50 à 410. »

« Les valeurs de chemins de fer sont au grand calme; peu d'affaires et reprise légère des cours. Au comptant, les obligations sont demandées. »

« L'Autorisation ne négocie de 774 à 775, coupon de 40 c. »

« Le Lombard est demandé à 475. »

« Les valeurs industrielles ne se ressentent aucunement de la reprise qui se produit sur les fonds publics. Les cours précédents n'éprouvent qu'une insignifiante modification. »

« Le canal de Suez, qu'on s'efforce de faire remonter, ne parvient pas à faire plus de 385 et à ce cours il est offert. »

« Les conditions 1871 de la ville de Paris sont toujours courues; on a détaché aujourd'hui un coupon de 6 fr.; cette valeur fait de 244 à 245, coupon détaché. »

« Peu de bruits relativement à l'emprunt. On croit que l'opération sera bien menée, mais on ne peut rien affirmer. »

« Le savon royal de Thérèse de Violette, parfumeur. Paris est le seul recommandé par les célébrités médicales, pour l'hygiène, la beauté et la fraîcheur de la peau. Paris, marque de fabrique : A la Reine des Abeilles. »

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

Londres, 4 juillet.

Congrès pénitentiaire.

Le congrès international qui a pour objet de traiter la question des prisons a ouvert sa session, ce matin, à onze heures. Les délégués étaient au nombre de cent, répartis en dix sections, dont une certaine d'assistants, hommes et femmes. »

« Le docteur Vines, président, ouvre la séance. Il fait connaître le but de la réunion et le règlement dont l'article le plus important est celui qui limite à dix minutes la durée de chaque discours, à moins d'une prolongation spécialement autorisée. »

« M. Ebert (Allemagne) traite la question du nom de prisonnier. L'orateur, professeur à Bruchsal dans le grand-duché de Bade, se propose de croire que le nombre des incarcérés ne doit pas dépasser cinquante. Il se fonde sur ce que la loi des masses en grand nombre ils ne peuvent recevoir d'éducation, et que les hommes sont naturellement vicieux. »

« M. Crémieux (France) pense qu'il ne s'agit que d'une question de finance. Dans les prisons organisées selon le système anglais, le nombre des prisonniers ne devrait pas excéder trois ou quatre cents. La loi prévient le système anglais, ou pour mieux dire anglo-américain, il devrait être limité à un millier. »

« M. Stevens (Belgique), dans un discours éloquent et équilibré, expose la question, selon lui, la plus importante de la session, c'est la question de la peine de mort. »

« L'orateur s'adresse au premier de la session, la tâche de l'Etat est d'opérer, si possible, la réforme du pénitent. Il faut distinguer entre la simple détention du prisonnier et le soin moral et intellectuel de celui-ci. »

« L'orateur s'adresse au second de la session, c'est la question de la peine de mort. Il se fonde sur ce que la loi des masses en grand nombre ils ne peuvent recevoir d'éducation, et que les hommes sont naturellement vicieux. »

« M. Crémieux (France) pense qu'il ne s'agit que d'une question de finance. Dans les prisons organisées selon le système anglais, le nombre des prisonniers ne devrait pas excéder trois ou quatre cents. La loi prévient le système anglais, ou pour mieux dire anglo-américain, il devrait être limité à un millier. »

« M. Stevens (Belgique), dans un discours éloquent et équilibré, expose la question, selon lui, la plus importante de la session, c'est la question de la peine de mort. »

« L'orateur s'adresse au premier de la session, la tâche de l'Etat est d'opérer, si possible, la réforme du pénitent. Il faut distinguer entre la simple détention du prisonnier et le soin moral et intellectuel de celui-ci. »

« L'orateur s'adresse au second de la session, c'est la question de la peine de mort. Il se fonde sur ce que la loi des masses en grand nombre ils ne peuvent recevoir d'éducation, et que les hommes sont naturellement vicieux. »

« M. Crémieux (France) pense qu'il ne s'agit que d'une question de finance. Dans les prisons organisées selon le système anglais, le nombre des prisonniers ne devrait pas excéder trois ou quatre cents. La loi prévient le système anglais, ou pour mieux dire anglo-américain, il devrait être limité à un millier. »

« M. Stevens (Belgique), dans un discours éloquent et équilibré, expose la question, selon lui, la plus importante de la session, c'est la question de la peine de mort. »

« L'orateur s'adresse au premier de la session, la tâche de l'Etat est d'opérer, si possible, la réforme du pénitent. Il faut distinguer entre la simple détention du prisonnier et le soin moral et intellectuel de celui-ci. »

« L'orateur s'adresse au second de la session, c'est la question de la peine de mort. Il se fonde sur ce que la loi des masses en grand nombre ils ne peuvent recevoir d'éducation, et que les hommes sont naturellement vicieux. »

« M. Stevens (Belgique), dans un discours éloquent et équilibré, expose la question, selon lui, la plus importante de la session, c'est la question de la peine de mort. »

« L'orateur s'adresse au premier de la session, la tâche de l'Etat est d'opérer, si possible, la réforme du pénitent. Il faut distinguer entre la simple détention du prisonnier et le soin moral et intellectuel de celui-ci. »

« L'orateur s'adresse au second de la session, c'est la question de la peine de mort. Il se fonde sur ce que la loi des masses en grand nombre ils ne peuvent recevoir d'éducation, et que les hommes sont naturellement vicieux. »

« M. Crémieux (France) pense qu'il ne s'agit que d'une question de finance. Dans les prisons organisées selon le système anglais, le nombre des prisonniers ne devrait pas excéder trois ou quatre cents. La loi prévient le système anglais, ou pour mieux dire anglo-américain, il devrait être limité à un millier. »

« M. Stevens (Belgique), dans un discours éloquent et équilibré, expose la question, selon lui, la plus importante de la session, c'est la question de la peine de mort. »

« L'orateur s'adresse au premier de la session, la tâche de l'Etat est d'opérer, si possible, la réforme du pénitent. Il faut distinguer entre la simple détention du prisonnier et le soin moral et intellectuel de celui-ci. »

« L'orateur s'adresse au second de la session, c'est la question de la peine de mort. Il se fonde sur ce que la loi des masses en grand nombre ils ne peuvent recevoir d'éducation, et que les hommes sont naturellement vicieux. »

« M. Crémieux (France) pense qu'il ne s'agit que d'une question de finance. Dans les prisons organisées selon le système anglais, le nombre des prisonniers ne devrait pas excéder trois ou quatre cents. La loi prévient le système anglais, ou pour mieux dire anglo-américain, il devrait être limité à un millier. »

« M. Stevens (Belgique), dans un discours éloquent et équilibré, expose la question, selon lui, la plus importante de la session, c'est la question de la peine de mort. »

« L'orateur s'adresse au premier de la session, la tâche de l'Etat est d'opérer, si possible, la réforme du pénitent. Il faut distinguer entre la simple détention du prisonnier et le soin moral et intellectuel de celui-ci. »

« L'orateur s'adresse au second de la session, c'est la question de la peine de mort. Il se fonde sur ce que la loi des masses en grand nombre ils ne peuvent recevoir d'éducation, et que les hommes sont naturellement vicieux. »

« M. Crémieux (France) pense qu'il ne s'agit que d'une question de finance. Dans les prisons organisées selon le système anglais, le nombre des prisonniers ne devrait pas excéder trois ou quatre cents. La loi prévient le système anglais, ou pour mieux dire anglo-américain, il devrait être limité à un millier. »

« M. Stevens (Belgique), dans un discours éloquent et équilibré, expose la question, selon lui, la plus importante de la session, c'est la question de la peine de mort. »

« L'orateur s'adresse au premier de la session, la tâche de l'Etat est d'opérer, si possible, la réforme du pénitent. Il faut distinguer entre la simple détention du prisonnier et le soin moral et intellectuel de celui-ci. »

« L'orateur s'adresse au second de la session, c'est la question de la peine de mort. Il se fonde sur ce que la loi des masses en grand nombre ils ne peuvent recevoir d'éducation, et que les hommes sont naturellement vicieux. »

« M. Crémieux (France) pense qu'il ne s'agit que d'une question de finance. Dans les prisons organisées selon le système anglais, le nombre des prisonniers ne devrait pas excéder trois ou quatre cents. La loi prévient le système anglais, ou pour mieux dire anglo-américain, il devrait être limité à un millier. »

« M. Stevens (Belgique), dans un discours éloquent et équilibré, expose la question, selon lui, la plus importante de la session, c'est la question de la peine de mort. »

« L'orateur s'adresse au premier de la session, la tâche de l'Etat est d'opérer, si possible, la réforme du pénitent. Il faut distinguer entre la simple détention du prisonnier et le soin moral et intellectuel de celui-ci. »

« L'orateur s'adresse au second de la session, c'est la question de la peine de mort. Il se fonde sur ce que la loi des masses en grand nombre ils ne peuvent recevoir d'éducation, et que les hommes sont naturellement vicieux. »

« M. Crémieux (France) pense qu'il ne s'agit que d'une question de finance. Dans les prisons organisées selon le système anglais, le nombre des prisonniers ne devrait pas excéder trois ou quatre cents. La loi prévient le système anglais, ou pour mieux dire anglo-américain, il devrait être limité à un millier. »

« M. Stevens (Belgique), dans un discours éloquent et équilibré, expose la question, selon lui, la plus importante de la session, c'est la question de la peine de mort. »

« L'orateur s'adresse au premier de la session, la tâche de l'Etat est d'opérer, si possible, la réforme du pénitent. Il faut distinguer entre la simple détention du prisonnier et le soin moral et intellectuel de celui-ci. »

« L'orateur s'adresse au second de la session, c'est la question de la peine de mort. Il se fonde sur ce que la loi des masses en grand nombre ils ne peuvent recevoir d'éducation, et que les hommes sont naturellement vicieux. »

« M. Crémieux (France) pense qu'il ne s'agit que d'une question de finance. Dans les prisons organisées selon le système anglais, le nombre des prisonniers ne devrait pas excéder trois ou quatre cents. La loi prévient le système anglais, ou pour mieux dire anglo-américain, il devrait être limité à un millier. »

« M. Stevens (Belgique), dans un discours éloquent et équilibré, expose la question, selon lui, la plus importante de la session, c'est la question de la peine de mort. »

« L'orateur s'adresse au premier de la session, la tâche de l'Etat est d'opérer, si possible, la réforme du pénitent. Il faut distinguer entre la simple détention du prisonnier et le soin moral et intellectuel de celui-ci. »

« L'orateur s'adresse au second de la session, c'est la question de la peine de mort. Il se fonde sur ce que la loi des masses en grand nombre ils ne peuvent recevoir d'éducation, et que les hommes sont naturellement vicieux. »

« M. Crémieux (France) pense qu'il ne s'agit que d'une question de finance. Dans les prisons organisées selon le système anglais, le nombre des prisonniers ne devrait pas excéder trois ou quatre cents. La loi prévient le système anglais, ou pour mieux dire anglo-américain, il devrait être limité à un millier. »

« M. Stevens (Belgique), dans un discours éloquent et équilibré, expose la question, selon lui, la plus importante de la session, c'est la question de la peine de mort. »







